

**PROMOTION DE LA FEMME ET SEXUALITÉ  
CONJUGALE EN TEMPS DE SIDA.  
LE «PRINCIPE DE COUPURE» CHEZ LES  
CAMBODGIENNES INSTRUITES**

*Anne Y. GUILLOU*

Au Cambodge, le premier cas d'infection au VIH a été dépisté au moment où l'État-Parti socialiste acceptait de perdre ses prérogatives — en droit si ce n'est en fait — au profit d'une tutelle onusienne chargée d'organiser des élections générales (Accords de Paris d'octobre 1991). Deux faits sociaux, apparus de façon presque concomitante les années qui suivent cette ouverture, sont à l'origine des interrogations qui ont donné lieu à l'enquête présentée ici. C'est, d'une part, l'éclosion d'organisations locales vouées à la promotion des femmes cambodgiennes, sitôt instaurés et protégés les droits d'association et d'autre part, l'irruption dans l'espace public de la sexualité, jusque-là très strictement confinée aux sphères sociales familiales ou familiales (celles des pairs de même sexe), sous l'effet direct des campagnes de prévention de l'épidémie du VIH/sida. La fréquentation massive et régulière des prostituées, en particulier, a fait l'objet d'une reconnaissance publique.

Dans la perspective plus générale des changements sociaux, brutaux et profonds, qui touchent la société cambodgienne depuis plus de vingt ans, l'objectif était de comprendre comment se transforment les rôles sexués au sein des couples cambodgiens <sup>61</sup>, sous l'effet direct

---

<sup>61</sup> Les rares monographies ethnographiques sur le Cambodge rural d'avant guerre (1970) décrivent des statuts féminins et masculins « relativement égalitaires ». 80 % de la population vit de la riziculture. Le système de parenté est indifférencié avec une tendance à la résidence uxori-locale. L'unité résidentielle est constituée par la famille nucléaire à laquelle s'ajoutent deux ou trois personnes apparentées. La hiérarchie d'âge est très forte, supplantant la hiérarchie des sexes dans la famille. Selon les codes traditionnels, l'épouse doit l'obéissance à son époux en échange de sa protection. Les relations sexuelles pré-maritales et extra-maritales ne semblent pas très communes. Elles sont l'objet d'un fort contrôle social, surtout exercé sur les jeunes filles et les femmes. La polygamie, sans être courante chez les roturiers, est légale et constatée par les observateurs coloniaux à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La division sexuelle du travail n'est pas très stricte. Les femmes sont communément décrites comme les détentrices du budget familial mais les décisions importantes concernant les achats ou les activités agricoles sont prises en commun. Enfin, les lois coutumières de l'héritage et du divorce sont plutôt égalitaires même si, dans ce dernier cas, les conditions sont plus restrictives pour les épouses

ou indirect de l'épidémie de sida. L'idée de départ était que les femmes les plus susceptibles d'amorcer ces changements — les femmes urbaines, instruites, acculturées, occupant des fonctions politiques ou associatives — œuvraient à une redéfinition des rapports conjugaux dans un sens qui leur fût plus favorable, tout en tentant d'« inventer » une identité féminine, cambodgienne et moderne. Cette hypothèse, disons-le d'emblée, n'est que très partiellement vérifiée, car cette identité féminine se structure dans le cadre plus général de l'acculturation.

Les analyses proposées ici s'appuient sur des entretiens semi-directifs recueillis, surtout à Phnom Penh, du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 1999, auprès de 47 femmes cambodgiennes appartenant à trois milieux différents mais tous a priori favorables à l'émergence de revendications féminines ou féministes : celui des ONG locales engagées dans des actions de promotion de la femme (24 travailleuses sociales ainsi que deux de leurs collègues masculins), celui des partis politiques — membres, élues ou nommées au gouvernement (13 femmes) et, enfin, celui des établissements scolaires (10 jeunes filles). Les entretiens enregistrés, d'une heure à une heure trente, ont porté sur leur activité associative ou politique, puis sur l'évolution du statut de la femme et de l'homme au Cambodge telle qu'elles la percevaient et, enfin, sur la fréquentation des prostituées et celle des « secondes épouses » (*propon chong*, les maîtresses entretenues) par les maris.

J'ai aussi exploité des entretiens semi-directifs (non enregistrés) auprès de quinze personnes, des Cambodgiens et des étrangers, impliqués dans la lutte contre l'épidémie du VIH/sida (gouvernement,

---

demandant la séparation. Le pouvoir politique et les postes de représentations publiques sont en revanche détenus par les hommes à tous les niveaux administratifs. Aujourd'hui, après le régime khmer rouge (1975-1979) et la période socialiste (1979-1993) ce schéma général des statuts masculins et féminins dans les villages semble *grosso modo* retrouvé. Mais la recherche de revenus extérieurs à l'exploitation agricole s'est accentuée, les hommes se tournant vers les activités de service et les femmes vers le petit commerce. Il faut aussi noter le phénomène, nouveau dans son ampleur, de l'exode rural, saisonnier ou définitif. Les différenciations socio-économiques accrues dans les villes conduisent les familles à accorder aux stratégies d'alliance (à des fins de reproduction ou d'ascension sociale) une importance qu'elles n'avaient pas dans le Cambodge rural d'avant guerre. La pression sociale sur les jeunes filles de milieux aisés ou moyens est donc plus forte, dans la mesure où celles-ci sont tenues d'incarner plus strictement l'honorabilité familiale et le modèle idéal de la femme et de l'épouse. Pour une appréhension globale des relations de sexe, Cf J. LEDGERWOOD, *Changing Khmer Conceptions of Gender : Women, Stories, and Social Order*, Cornell Univ., Ph D., 1990, 365 p. et *Analysis of the Situation of Women in Cambodia*, Report, Phnom Penh, UNICEF, June 1992, 163 p.

aide internationale, ONG) ainsi qu'utilisé des éléments de discussions plus informelles avec une dizaine d'entre eux. Enfin, le dépouillement de la presse cambodgienne depuis 1991 (une trentaine de titres, khmérophones à trois exceptions près) a livré 250 articles traitant du VIH/sida et émanant de toutes les tendances politiques. J'en ai complété l'analyse par des entretiens avec les rédacteurs en chef ou les auteurs de ces articles. Par ailleurs, les familles auxquelles je suis liée depuis de précédentes enquêtes ethnographiques (1990-1994) m'ont apporté, par leurs propres expériences, leurs réflexions ou leurs observations, des compléments indispensables d'information <sup>62</sup>.

### **La reconnaissance publique de la prostitution féminine : réticences et pragmatisme**

Près de dix ans se sont écoulés entre la première détection de séropositivité au VIH par le Centre de Transfusion Sanguine de Phnom Penh et la première conférence nationale sur le VIH/sida qui, fin mars 1999, réunissait devant les médias cambodgiens cinq cents personnalités du gouvernement, des ONG, de l'aide internationale et des milieux religieux. Ouverte par le président de l'Assemblée nationale, le Prince Ranariddh, et close par le Premier ministre Hun Sen, la réunion avait pour but, comme le rappelait le directeur d'Onusida Peter Piot dans son propre discours, de susciter davantage l'« engagement politique au plus haut niveau [...], essentiel dans la mesure où de solides décisions politiques sont exigées dans des domaines tels que la sexualité des jeunes et leur apprentissage de la vie (*life skills education*) ».

Plusieurs raisons expliquent la « découverte » tardive de l'épidémie dans ce pays. La plus importante, comme souvent au Cambodge, tient aux priorités politiques. Bien que les premiers messages d'information et de prévention aient été diffusés par l'Autorité Provisoire des Nations Unies au Cambodge (Apronuc) dès 1992 et 1993, l'organisation des élections puis la rédaction de la Constitution, l'installation enfin du gouvernement multipartite ont

---

<sup>62</sup> Cette enquête fait partie d'une recherche plus vaste intitulée « La société cambodgienne face au sida : valeurs et pratiques », financée par le Programme thématique « sida », Département des Sciences de l'Homme et de la Société du CNRS. Mme Dy Lina, professeur de psycho-pédagogie à la Faculté d'Archéologie et M. Oeung Sophal, professeur d'économie, ont prêté leur assistance à la réalisation de cette enquête. Nous remercions toutes les personnes qui ont bien voulu nous recevoir ou nous aider. Mmes Ida Simon-Barouh et Martine-Pôleth Wadbled nous ont fait bénéficier de leur lecture critique.

monopolisé les énergies. En outre, de nombreux autres problèmes, aux conséquences plus immédiates et à l'approche plus familière, réclamaient une attention urgente : guérilla khmère rouge, rapatriement des 380 000 réfugiés des camps de la frontière thaïlandaise, déminage, aide aux victimes des mauvaises récoltes et enfin, les endémies et les épidémies « classiques » mais meurtrières (comme la tuberculose avec ses 20 000 nouvelles infections annuelles, le paludisme, responsable de 5 000 à 10 000 décès par an <sup>63</sup> et, provoquant des décès infantiles, les diarrhées, les infections respiratoires, la dengue hémorragique). Il est également important de souligner que les donateurs de fonds internationaux eux-mêmes — dont le pouvoir d'infléchir ou de lancer les politiques publiques est considérable au Cambodge — n'ont pas vu là un problème prioritaire.

Par ailleurs, l'héritage communiste, la proximité idéologique avec le Vietnam et l'ex-URSS — dont on sait à l'époque le peu d'empressement à rendre compte de statistiques réalistes sur l'épidémie — font que les responsables cambodgiens n'ont pas eu accès à l'information scientifique et aux expériences étrangères, y compris à celle de la Thaïlande voisine. Des lenteurs similaires à celles qu'avaient éprouvées les pays plus tôt touchés <sup>64</sup> sont perceptibles au Cambodge. Dans les milieux administratifs et médicaux, les 617 cas de sida rapportés par les services de santé <sup>65</sup> en juin 1997 ne permettent guère d'imaginer la fulgurance future de cette épidémie « étrangère ». Quant à la population, elle pratique son habituelle méfiance à l'égard des pouvoirs publics et considère cette maladie — annoncée mais invisible — comme la bonne vieille syphilis qui suscite la plaisanterie plus que la crainte depuis qu'elle est curable. Les gens se demandent si les mises en garde ne sont pas tout bonnement destinées à lancer le commerce du préservatif ou à limiter l'expansion des bordels.

---

<sup>63</sup> Estimations du ministère de la Santé et de l'OMS.

Cf. J. F. METZL, *Cambodia Situation Report : February 1992*, Report, Phnom Penh, NGO Forum, 1992, p. 15.

<sup>64</sup> Cf. *le Rapport de la Commission d'enquête sur l'état des connaissances scientifiques et les actions menées à l'égard de la transmission du sida*, Paris : U.G.E. (Coll. "10/18"), 1993, 559 p.

<sup>65</sup> TIA Phalla et al., « HIV and STD epidemiology, risk behaviours, and prevention and care response in Cambodia », *AIDS*, 1998, 12 (supl. B) : 12. Les premiers cas de sida sont rapportés en 1995.

Le bon sens populaire n'a pas tort sur ce dernier point. Au début des années 1980, le régime précédent s'est montré rigoureux sur la moralité de ses cadres, retardant la promotion, dit-on, de ceux qui transgressaient trop visiblement le principe « un mari, une épouse » dans les restaurants-dancings d'État — mesures dont certaines femmes se rappellent aujourd'hui avec nostalgie. Puis il a concentré son action sur les manifestations publiques de la prostitution renaissante, en organisant des descentes de police qui, à intervalles réguliers, fermaient les maisons closes, expulsaient les femmes des quartiers chauds et les regroupaient dans des centres misérables de « réinsertion » à l'extérieur des villes. Une ONG qui avait ouvert une petite clinique à l'usage des prostituées de Tuol Kok à Phnom Penh, contestait déjà, au début des années 1990, ces mesures expéditives qui détruisaient ses efforts de soins et de prévention. D'autres voix se sont associées à la sienne quand la prostitution est devenue, par son ampleur après 1993, une préoccupation de santé publique.

Mais l'opposition larvée entre les tendances moraliste et pragmatiste ne prend toute sa mesure qu'avec les enquêtes épidémiologiques du Programme National du Sida, petite cellule technique du ministère de la Santé. En 1995, les résultats des tests réalisés auprès de « groupes sentinelles » sélectionnés <sup>66</sup> présentent une image de l'épidémie semblable à celle des autres pays asiatiques en voie de développement, mais particulièrement grave. 38 % des prostituées travaillant dans les maisons closes sont testées positives (une prévalence moyenne qui, en 1998, s'élève à 42,5 % avec un maximum de 64 % et un minimum de 21 % selon les provinces) tandis que, parmi leurs clients, les militaires et les policiers (respectivement infectés à 6 % et 8 % <sup>67</sup>) constituent le versant masculin de ces « groupes-noyaux ». Les provinces les plus touchées dessinent un axe migratoire Nord-Ouest/Sud-Est, passant par Phnom Penh et reliant la

---

<sup>66</sup> À partir de cette enquête en effet, on voit l'image de la transmission se fixer sur la prostitution féminine, pour de nombreuses raisons (contraintes financières interdisant de multiplier les « groupes sentinelles », expériences tirées des pays voisins, nécessité de déterminer de grands groupes d'accès facile). Le grave problème de l'utilisation des aiguilles non stériles dans les hôpitaux publics, chez les infirmiers privés des campagnes ou chez les acupuncteurs ne retient plus l'attention. De même, les pratiques homosexuelles ne sont guère étudiées et documentées. Il est possible que, dans les années qui viennent et pour les mêmes raisons, l'homosexualité masculine « émerge » dans l'espace public cambodgien tout comme la prostitution féminine aujourd'hui.

<sup>67</sup> L'enquête de 1998 indique 6,2 % chez les policiers. La baisse est due au plus grand nombre de provinces incluses dans le calcul de la moyenne nationale.

Thaïlande au Vietnam. Enfin, la transmission dans la population générale par l'intermédiaire des hommes mariés, les « groupes-relais », s'est déjà largement effectuée à cette date : 3,3 % des femmes enceintes fréquentant les consultations prénatales étaient testées positives <sup>68</sup>. Au printemps 1999, les estimations portent à 180 000 le nombre de personnes infectées (sur une population totale de onze millions) <sup>69</sup> et la presse annonce le sida comme le nouveau « Pol Pot » du Cambodge.

La revalorisation institutionnelle des organismes gouvernementaux chargés de la lutte contre l'infection illustre la prise de conscience progressive — à laquelle contribuent les donateurs en augmentant leurs crédits et les ONG étrangères et locales en modifiant leurs programmes d'activités en conséquence. Le peu actif Comité National du Sida, réunissant de nombreux secrétaires d'État et vice-gouverneurs de provinces est réorganisé de façon plus restreinte avec, à sa présidence, le Premier ministre Norodom Ranariddh, signe d'une préoccupation politique au plus haut niveau. On note cependant que les réticences politiques et culturelles demeurent à évoquer publiquement la sexualité et à reconnaître ouvertement l'existence de la prostitution. Pourtant, celle-ci s'affiche de jour en jour bien au-delà des habituels quartiers réservés. La tendance répressive s'étiole et se restreint aux milieux conservateurs — la municipalité, à Phnom Penh — qui lancent périodiquement des raids policiers contre les bordels. Immanquablement, ces opérations provoquent le tollé des organismes de lutte contre le sida, au nom du réalisme et de l'efficacité de leurs actions, anéanties par la dispersion des prostituées et la méfiance des tenanciers. Mais le conservatisme politique n'est pas seul en cause.

Face aux bouleversements des trente dernières années et à l'influence occidentale qui se manifeste à présent, les Cambodgiens cherchent à construire une identité nationale moderne dont le contenu reste encore flou. L'image d'un pays voué à la prostitution et aux

---

<sup>68</sup> L'enquête de 1998 testant cette fois des femmes urbaines et rurales en âge de reproduction indique 2,4 %. Par ailleurs 3,2 % des enfants de moins de cinq ans, hospitalisés dans deux hôpitaux pédiatriques de Phnom Penh pour une suspicion de tuberculose en 1996, étaient séropositifs alors qu'aucun enfant de plus de cinq ans ne l'était. Cf. B. RICHNER et al., « Progression du VIH1 chez les enfants au Cambodge », *Revue des praticiens du Cambodge*, Oct. 1997, 1, 1 : 41-42.

<sup>69</sup> CHHUON Samrith and SAPHONN Vonthanak, *Report on Sentinel Surveillance in Cambodia. 1998*, Phnom Penh, National Center for Dermatology, Venerology and HIV/AIDS Control, Ministry of Health, 14 p. + annexes.

spectacles indécentes ne répond pas à cette « tradition nationale »<sup>70</sup> (*propeyni chiet*<sup>71</sup>) si souvent invoquée, comme une incantation, par les médias. Celle-ci se veut au contraire pudique et étrangère aux débordements nocturnes de Bangkok. C'est moins, encore une fois, la réalité des pratiques que leur irruption publique qui est en cause. L'on observe ainsi que l'image de la Cambodgienne prostituée s'est trouvée détournée dans les représentations collectives alimentées par les médias. La nationalité des prostituées fut tout d'abord mise en cause, arguant de la forte proportion de Vietnamiennes dans les maisons closes — une réalité dans les années 1980. On entend moins cela aujourd'hui, sauf dans les milieux nationalistes. De même, la presse locale a surtout traité d'un phénomène qui, pour être de grande ampleur, ne constitue pas la totalité de la prostitution : celui des jeunes filles vendues aux tenanciers de maisons closes contre leur gré<sup>72</sup>.

Malgré ces réticences, il faut le noter, les autorités se sont progressivement rendues à un pragmatisme quelque peu fataliste, qui s'exerce par ailleurs dans tous les autres domaines d'une gestion publique débordée et en état de pénurie ; une déliquescence accentuée par les premiers signes de fissures au sein du gouvernement bipartite, culminant avec l'affrontement armé de juillet 1997 et responsable, selon un coopérant, de la « perte d'une année entière dans la lutte contre l'épidémie ». La stabilité politique revenue, ce nouveau pragmatisme se traduit par la création, en janvier 1999, d'une Autorité Nationale du Sida, directement dépendante du Conseil des ministres et censée impulser une politique d'ensemble avec le soutien d'Onusida et des autres bailleurs de fonds (la Banque Mondiale, la Coopération

---

<sup>70</sup> Cette identité cambodgienne moderne en construction est une identité ethno-nationale. « Khmer » est un référent ethnique (90 % de la population cambodgienne) et « cambodgien » (*kampuchie*) un référent national. Quelle que soit leur origine ethnique, les Cambodgiens évoquent leur identité nationale en utilisant le terme « khmer », doté d'une valeur affective. La « tradition nationale » dont parlent les médias, ce sont aussi bien les fêtes du Nouvel An (en avril), que les cérémonies bouddhiques, les chansons populaires actuelles inspirées des rythmes traditionnels ou même la Journée de la Femme en mars.

<sup>71</sup> Les impératifs éditoriaux rendant difficile l'emploi de l'alphabet khmer, j'ai opté pour une transcription phonétique approximative des termes les plus importants. *Ch* se prononce comme *-ti* dans « tiare » et le *ng* comme dans l'anglais « thing ». L'aspiration des consonnes est rendue par le *h*. Concernant les voyelles, *oue* note la diphtongue « ou-eu » ; *ue* la diphtongue « u-eu » ; *ie* la diphtongue « i-eu ».

<sup>72</sup> À côté de la prostitution « consentie », il faut en fait distinguer la prostitution pour dettes, dans laquelle les filles sont liées par les emprunts contractés par leur famille et les raptés où elles sont trompées sur la véritable nature du travail proposé.

française, l'OMS) <sup>73</sup>. L'objectif prioritaire est le « préservatif à 100 % » dans les maisons closes, une campagne qui commence à porter ses fruits si l'on en croit les dernières enquêtes comportementales <sup>74</sup>. Les deux autres objectifs consistent à développer les campagnes d'information et d'éducation ainsi que les soins à domicile des malades, une nécessité de plus en plus pressante au fur et à mesure que les entrées dans la maladie se multiplient sans que les services hospitaliers puissent accueillir les patients.

L'épidémie de sida a été l'occasion d'un changement dans les habitudes politiques cambodgiennes. Sous la pression des événements et des donateurs, en effet, la réalité des faits et les discours officiels, concernant la prostitution, se sont mis à coïncider <sup>75</sup>. Le débat public a pour objet principal, à présent, l'opportunité d'une légalisation de la prostitution. Une table ronde, réunie au mois d'août 1999 sous la houlette du ministère des Affaires féminines et des Vétérans (un simple secrétariat d'État il y a peu encore), exprime dans les termes que l'on vient de décrire, ces mêmes réticences et ce même pragmatisme. Quelle est la place des femmes politiques et des travailleuses sociales dans ce débat ?

### **Les organisations féminines dans leur contexte socio-politique**

L'instauration des libertés fondamentales par l'Apronuc a permis l'extraordinaire éclosion de partis politiques, d'associations et de journaux — à la vie parfois brève et aux objectifs évanescents, il est vrai, mais foyers d'expérience pour leurs participants. De cette effervescence sont nées des associations non gouvernementales et des partis politiques défendant les intérêts des femmes dans les domaines du droit, de la santé ou du développement économique. Bien sûr, l'euphorie de l'année 1993, où tout semblait possible, est quelque peu retombée sous l'effet conjugué d'un resserrement du contrôle politique

---

<sup>73</sup> Nous décrivons ici la réponse cambodgienne institutionnelle à l'épidémie et non le dispositif de lutte mis en place. C'est pourquoi nous n'avons pas évoqué les nombreuses institutions, dont les ONG, qui œuvrent dans ce domaine sur le terrain.

<sup>74</sup> 53,4 % des prostituées dans les maisons closes déclarent toujours utiliser des préservatifs en 1998 contre 42 % en 1997. Les pourcentages augmentent aussi chez les clients interviewés. Cf. HENG Sopheab et al., *Changes in High Risk Sexual Behaviour and Commercial Sex Among Sentinel Groups : 1997-1998*, Draft report, Phnom Penh, NCHADS, Ministry of Health/FHI, p. 30.

<sup>75</sup> On n'aborde toujours pas officiellement ce fait de notoriété publique que le juteux marché de la prostitution est largement protégé par des policiers et des militaires.

et de difficultés économiques accentuées par les combats de juillet 1997. Mais l'élan s'est maintenu en se transformant.

Aux élections législatives de 1998 par exemple, cinq formations politiques féminines <sup>76</sup> (sur trente-neuf partis en lice) présentaient des candidates. Elles militaient pour l'égalité des conditions réelles d'existence — les hommes et les femmes jouissant de droits civils et politiques identiques dans les textes. Elles revendiquaient également une représentation accrue des femmes dans les instances élues et nommées car « les hommes sont la main droite, les femmes la main gauche » et l'on ne travaille pas d'une seule main <sup>77</sup>. Les arguments électoraux faisaient état de l'échec politique des hommes cambodgiens qui, individualistes avides de pouvoir et d'argent, avaient livré le pays à la corruption après l'avoir mis à feu et à sang. Or les femmes « ne fument pas, ne boivent pas <sup>78</sup>. Elles ne désirent qu'un salaire pour subvenir aux besoins de leur famille », elles « parlent vrai, sont honnêtes » ; autant de qualités qui en feraient des dirigeantes plus circonspectes et clairvoyantes que leurs homologues masculins<sup>79</sup>. Enfin, l'évocation de Liv Yi (Lieou-ye), reine du lointain Fou Nan d'après les textes chinois, rappelait, avec d'autres, que les femmes n'ont pas toujours été évincées du pouvoir <sup>80</sup>. Ces partis sont, pour le moment, de petites formations. Suivant les habitudes politiques cambodgiennes depuis 1993, elles se font et se défont aux seules périodes d'élection et n'ont pas encore acquis la notoriété des deux ou trois grands partis. Elles indiquent toutefois un effort (avec d'autres actions que l'on ne peut décrire ici) pour mobiliser un électorat féminin — majoritaire en raison d'un déséquilibre du *sex ratio* <sup>81</sup> —

---

<sup>76</sup> La cinquième, appelée « Khmers d'Angkor » était menée par un homme mais avait choisi un logo représentant une paysanne khmère et développait des thèses féministes.

<sup>77</sup> Mme Chan Sobunnavy, Parti du Développement National, entretien publié dans *Vethikar sétrey. Toueniety sétrey knong chivepheap noyobay* [Forum des femmes. Le rôle des femmes dans la vie politique], Phnom Penh, Association Femmes pour la Prospérité, 1998, p. 139 et entretien personnel.

<sup>78</sup> Allusion à l'homosociabilité masculine, triviale et orgueilleuse.

<sup>79</sup> M. Kong Muny, Parti Khmer d'Angkor, *Vethikar sétrey...*, *op. cit.*, pp. 17 et 18.

<sup>80</sup> Dans nos entretiens, le déclin du pouvoir et du statut féminins est associé à plusieurs reprises à la décadence politique cambodgienne. Une interlocutrice évoque la chute de Lomvek (capitale prise par les Thaïs au XVI<sup>e</sup> s.), une autre, la fin de la « Communauté socialiste populaire » du Prince Sihanouk (1955-1970).

<sup>81</sup> La guerre (1970-1975) et le régime khmer rouge (1975-1979) en sont les principaux responsables. En 1990, 60 à 65 % de la population adulte (plus de 18 ans) était constituée de

qui peut porter ses fruits à moyenne échéance. D'autre part, des sections féminines existent dans les partis d'influence nationale (Parti du peuple cambodgien, FUNCINPEC et dans une moindre mesure, Parti de Sam Rainsy).

Par ailleurs, plus de vingt ONG féminines cambodgiennes existent aujourd'hui, la plupart installées à Phnom Penh. Soucieuses de pérennité et du maintien de leurs emplois — car le travail humanitaire constitue l'une des rares opportunités professionnelles des diplômés aujourd'hui — elles se sont souvent transformées en pourvoyeuses de services sociaux ou en agence de développement (en s'installant dans des quartiers ou des villages, en recueillant des femmes victimes de violences domestiques ou échappées des maisons closes, en proposant des stages professionnels, des informations sanitaires, des cours d'alphabétisation, etc.). D'autres ont une activité plus directement militante, proposant des stages de *leadership* aux femmes responsables des affaires publiques, diffusant des programmes radiophoniques ou télévisés, dénonçant dans la presse les images négatives de la femme. Mais leur militantisme se maintient farouchement indépendant vis-à-vis des partis — une sage précaution lorsque l'on veut perdurer dans leur domaine au Cambodge. Comme leurs homologues occidentales dont elles sont parfois les prestataires, les ONG féminines de développement épousent étroitement le marché humanitaire cambodgien, son vocabulaire et les priorités définies par les donateurs internationaux, parmi lesquelles la lutte contre l'épidémie du VIH/sida.

Les initiatrices de ces ONG sont des femmes de 40 à 50 ans dont une bonne moitié est issue du milieu paysan, tandis que les autres, de parents fonctionnaires, étaient déjà en ville avant le régime khmer rouge. Ce sont des femmes instruites, bachelières pour la plupart et licenciées pour quelques-unes. Leurs expériences professionnelles antérieures varient mais toutes ont en commun le contact avec les Occidentaux. Certaines ont séjourné pendant toute la décennie 1980 dans les camps de réfugiés de la frontière thaïlandaise. Elles y ont travaillé auprès des ONG internationales, acquérant une formation pratique (droit, enseignement, assistantat médical) et une habitude du travail humanitaire. Rapatriées par le HCR vers 1992-1993, elles ont organisé leur propre association sur les mêmes modèles.

---

femmes. 30 à 35 % des foyers étaient dirigés par des veuves. Cf. B. SONNOIS, *Women in Cambodia*, Phnom Penh, Redd Barna, Jul. 1990, p. 1.

D'autres femmes n'ont pas quitté le Cambodge. À la chute du régime khmer rouge, elles ont pris ou repris leur emploi de fonctionnaire (souvent dans l'enseignement). Plusieurs ont occupé une fonction dans la puissante Association des Femmes Révolutionnaires du Kampuchea, au temps du parti unique socialiste (1979-1992), une organisation de masse aux ramifications nationales très étendues dont le but principal était d'encadrer la participation féminine à l'édification socialiste, cette dernière étant prioritaire. Mais, partenaire obligée de toutes les actions de développement en faveur des femmes, elle a permis à ses membres actifs d'acquérir une expérience qu'elles ont mis à profit de la même façon que leurs homologues venues des camps, souvent en travaillant, de façon transitoire, pour l'Apronuc ou des ONG étrangères, avant de créer leur propre organisation.

Ces femmes participent toutes à la constitution d'une « société civile » (*sangkum civil*) cambodgienne, un terme nouveau, et au succès certain, qui désigne la montée de contre-pouvoirs et de groupes de pression au sein d'une société qui, jusqu'à présent, était structurée autour d'un pouvoir fort, relayé par ses fonctionnaires et s'exerçant sur une masse paysanne pauvre, considérée avec paternalisme et peu vindicative. Alors que, sous l'effet de l'épidémie de sida, les discours sur la sexualité émergent dans l'espace public, que la fréquentation de la prostitution s'annonce comme une réalité discutée ouvertement, quelle part ces femmes prennent-elles au débat ? Que revendiquent-elles sur le plan du statut féminin, des rôles sexués — et en particulier conjugaux et sexuels ?

### **La promotion de la femme par l'instruction et le travail : des vœux unanimes**

Avec une certaine ferveur militante et une belle unanimité, nos interlocutrices estiment que le statut social des Cambodgiennes est trop bas. Celles-ci sont volontiers présentées comme des victimes (*neak totouel rong krouh*). Ce sont « des victimes de la tradition khmère, des hommes, de la société », précise, amère, l'une d'entre elles (ONG, 42 ans). La tradition les prive d'instruction, les cantonne aux travaux domestiques et réduit leur univers au seul confort de leur époux et de leurs enfants. Car, si l'école est inutile, elle est aussi dangereuse. Pour les femmes mais surtout pour les jeunes filles, s'aventurer hors de la maison sans chaperon, c'est s'exposer aux soupçons et encourir les critiques d'un voisinage qui ruine une

réputation et compromet le mariage. « *Il y a un proverbe khmer qui dit : les femmes tournent autour du fourneau sans en faire le tour [complet]* <sup>82</sup>. *Selon les coutumes khmères, les femmes restent à la maison. C'est tout. Ce n'est pas la peine qu'elles aillent longtemps à l'école. Il suffit qu'elles restent à la maison, qu'elles préparent le repas pour leur mari. Elles n'ont pas de valeur* » (ONG, 39 ans).

Réduites à une activité subalterne, les femmes cambodgiennes traditionnelles, telles qu'elles sont présentées dans les interviews, n'ont aucune confiance dans leurs propres capacités et acceptent « en ployant l'échine » (*aone*) une domination conjugale basée sur le « pouvoir du riz » (*komlang bay*), détenu par l'époux. Le confinement à l'espace domestique est responsable des caractéristiques majeures du tempérament féminin cambodgien qui est décrit comme excessivement « timide » (*ien khmah* <sup>83</sup>), « faible » (*toun khsaoy* <sup>84</sup>), « manquant de confiance en soi », « ne s'accordant pas de valeur ». Il s'oppose à celui de la femme européenne « téméraire » (*klahan*)<sup>85</sup>. Ces particularités constituent des handicaps psychologiques à l'ascension sociale des femmes, à leur accès aux charges de direction et aux postes de représentation politique. Cela d'autant plus, dit Mme P. N., que les confrères masculins ne sont pas avares de commentaires lors des prestations publiques. « *Ils ne le disent pas ouvertement mais ils chuchotent entre eux [...]. Ils observent les tenues vestimentaires, ils détaillent du sommet de la tête aux bouts des pieds les femmes qui ont une position importante* ». Elle propose à cet effet des stages de « direction » prodiguant des conseils sur le maintien en public ou la préparation des discours.

Nos interlocutrices voient dans l'accès de toutes les femmes à l'instruction <sup>86</sup>, dans la généralisation du travail extérieur — si

---

<sup>82</sup> Cela signifie que leurs compétences, déjà insuffisantes en ce qui concerne le fourneau, ne peuvent les conduire au-delà.

<sup>83</sup> *Ien khmah* indique la crainte de la honte, la peur de perdre la face.

<sup>84</sup> *Toun khsaoy*, litt. « doux, faible ». *Khsaoy* donne dans ce contexte une connotation péjorative à *toun*. *Khsaoy* (« faible ») est un attribut féminin qui s'oppose à *khlang* (fort) dont la connotation est masculine. Une femme dite « *khlang* » est une femme masculinisée.

<sup>85</sup> La comparaison entre les femmes cambodgiennes et celles d'autres nationalités était sollicitée dans l'entretien.

<sup>86</sup> 50 % environ des femmes sont alphabétisées. Le taux de scolarisation général et effectif en 1992 pouvait osciller de 66 à 97 % selon les villages. Depuis 1985, la proportion de filles scolarisées par rapport à celle des garçons chute régulièrement. En 1992, elles représentent 45 % des effectifs du primaire, 30 % des effectifs du premier cycle du secondaire et 19 % de ceux du second cycle du secondaire. L'ancien schéma privilégiant la scolarité des garçons

possible salarié — et dans leur représentation politique accrue, les conditions *sine qua non* de l'évolution du statut féminin. Elles affirment avec force que « ce qu'un homme peut faire, une femme peut le faire aussi »<sup>87</sup>. Outre qu'il facilite l'accès à l'emploi, nous dit-on, le niveau d'instruction du couple ou de la famille est directement proportionnel au bien-être de la femme. Les parents instruits manifestent plus de compréhension à l'égard de leurs propres filles. Rares sont celles qui, nées dans de telles familles, ne suivent pas elles aussi des études secondaires ou universitaires comme leurs frères. Les couples instruits sont également plus harmonieux car les époux y sont mieux à même de comprendre leur femme, de tolérer ses contraintes professionnelles, d'accepter une maison moins bien tenue, et même, parfois, de participer aux activités domestiques.

Les violences conjugales, que les travailleuses sociales disent rencontrer souvent, sont au contraire plus fréquemment le fait des maris analphabètes et des familles pauvres ou miséreuses car « *quand vous ouvrez les yeux le matin et qu'il n'y a pas un grain de riz dans la marmite, est-ce que vous pouvez sourire à votre mari ? Est-ce que votre mari peut vous sourire quand ses poches sont vides ?* » (ONG, 48 ans). Celle qui s'exprime ainsi est manifestement découragée. Dans son quartier périurbain de Phnom Penh où s'entassent les victimes de l'exode rural définitif, elle perçoit le désespoir, la nervosité, la « folie » même, dont les femmes font les frais en premier lieu. Elle inscrit donc la promotion de la femme dans le contexte plus général du développement économique, lequel dépasse largement le cadre des ONG féminines et concerne directement le gouvernement, dont elle attend des actions plus concrètes.

D'après les interviews, cependant, un changement notable est intervenu dans la situation des femmes cambodgiennes ces vingt dernières années. L'évolution favorable tient, depuis l'Apronuc, à la publicité faite aux Droits de l'Homme et à l'égalité des femmes, une « égalité » désormais acquise, estiment les collégiennes de

---

réapparaît sous l'effet des coûts de la scolarité, en théorie gratuits mais de plus en plus élevés. Cf. J. LEDGERWOOD (*Analysis ...*, *op. cit.*, p. 28 sq).

<sup>87</sup> Cette affirmation n'est pas nouvelle. Cf. J. LEDGERWOOD (*Changing Khmer Conceptions ...*, *op. cit.*, p. 133) notait que les paysannes réfugiées aux États-Unis « insistaient sur le fait que les femmes effectuaient les mêmes tâches que les hommes avec deux exceptions : le labour et la montée aux palmiers à sucre », des activités que, depuis la période khmère rouge et d'après nos propres enquêtes, les femmes ont parfois été amenées à effectuer.

troisième <sup>88</sup>. Elle tient également, poursuivent ces mêmes jeunes filles, à une libéralisation « raisonnable » des mœurs <sup>89</sup> qui leur permet d'accéder plus facilement à l'instruction quand bon nombre de leurs mères ou de leurs grands-mères étaient analphabètes. Les adolescentes peuvent également sortir dans la journée avec l'autorisation maternelle, choisir leur futur conjoint « à part égale avec [leurs] parents » (étudiante, 18 ans) et enfin, envisager un avenir professionnel.

Les plus âgées voient, quant à elles, un changement majeur dans l'obligation, faite aux femmes de toute condition et de tout âge, de contribuer aux ressources familiales depuis 1979. Cette sortie massive tient, d'une part, aux revenus très faibles des maris qui ne peuvent plus nourrir leur famille, surtout lorsqu'ils sont salariés et en particulier fonctionnaires <sup>90</sup>. Sous le Sangkum sihanoukiste en revanche, nous est-il répété avec nostalgie, « *le seul salaire de l'époux suffisait à l'entretien de la famille [nucléaire], des beaux-parents, des collatéraux, des neveux [ou des subordonnés], des petits-enfants* » (ONG, 45 ans). Le travail féminin tient par ailleurs au nombre important de jeunes veuves tenues d'endosser « un rôle de femme et un rôle d'homme à la fois » dans leur propre foyer. Or, l'étroit marché du travail est favorable aux femmes. « *Aujourd'hui, beaucoup de femmes peuvent avoir un travail. Même plus que les hommes. Certains hommes n'ont pas de travail. Les femmes en trouvent facilement* » (ONG, 29 ans).

Devenues pourvoyeuses principales de revenus, l'équilibre traditionnel des obligations conjugales — respect et soumission féminins contre protection et entretien masculins — est dorénavant bancal, estiment les femmes. Le statut professionnel féminin constitue à présent un élément important des transactions matrimoniales :

---

<sup>88</sup> Les femmes du Parti du Peuple Cambodgien, l'ancien parti unique, insistent évidemment et avec raison sur les actions gouvernementales antérieures. Pour les autres, l'Apronuc représente un moment important puisqu'il marque le début de leurs propres carrières dans les ONG ou les partis d'opposition. À part ce détail chronologique, les opinions des unes et des autres ne divergent pas.

<sup>89</sup> « Raisonnable » traduit ici l'expression « mais nous ne devons rien faire qui outrepassé la tradition » (*pontaè yeung men trov thveu ey aoy chroul houeu h proneyni*). On remarque que les jeunes célibataires (groupes de 15 ans et de 18 ans), qui, bientôt sur le marché matrimonial, se doivent d'incarner le modèle idéal féminin, insistent plus que les femmes mariées sur leur sens de la mesure.

<sup>90</sup> En 1979, l'État-parti a embauché à peu près tout ce que le pays comptait de survivants instruits, même faiblement.

« Aujourd'hui, [les hommes] se reposent (peung pha-aèk) sur les femmes. Si le [jeune homme] est fonctionnaire et qu'il veut se marier, il choisit souvent une commerçante pour qu'ils puissent s'aider mutuellement. Ce n'est pas comme avant [...]. Aujourd'hui, l'homme qui veut se marier observe d'abord [la fiancée proposée en se demandant] : est-ce que je peux m'appuyer sur elle ou non ? » 91 (ONG, 48 ans).

Dans un mouvement inverse à celui de leur propre ascension, nos interlocutrices croient à la dégradation des qualités masculines traditionnelles 92. Le propos se fait parfois sévère envers les seigneurs du foyers accrochés à leurs prérogatives. « Je trouve que les hommes cambodgiens, dans leur couple, sont très attachés à leur statut (prokan touenieti). Ils disent : je suis le plus grand. Parce qu'ils sont les maris, ils [prétendent] être au-dessus de tout le monde. Mais quand il s'agit de prendre en charge la femme et les enfants, ils ne sont plus responsables » (ONG, 48 ans). Les changements urbains destructeurs, les migrations internes en affaiblissant le contrôle social, expliquent ce déclin du sentiment de devoir conjugal. « Avant, les parents choisissaient le conjoint. On restait ensemble jusqu'à la mort. Il n'y avait pas de séparation comme aujourd'hui où l'on a la liberté de choisir » (ONG, 54 ans). « Aujourd'hui, les rencontres entre les garçons et les filles sont faciles. Avant, les coutumes étaient plus sévères, Les garçons et les filles n'étaient pas acquis l'un à l'autre aussi facilement (men ngiey ban khnie). Ça prenait des années avant que les parents n'accordent le mariage [après avoir soigneusement observé le futur conjoint]. Mais maintenant, on se connaît à peine l'un l'autre qu'on se dépêche de se marier... et qu'on se dépêche de se séparer » (Parti politique, 39 ans).

Succédant à une période de grande austérité, l'atmosphère frivole d'une modernité fictive — pour laquelle il faut incriminer « l'invasion de la culture étrangère » — grise les hommes et les rend « fous-fous »

---

91 Le déséquilibre du *sex ratio*, dans les années 1980, était favorable aux jeunes hommes qui pouvaient faire preuve de plus d'exigence dans leurs choix matrimoniaux. On entendait alors souvent regretter que les « jeunes filles n'ont plus de valeur » ; des plaintes plus rares depuis que la démographie des jeunes générations est rééquilibrée.

92 S'agit-il d'une représentation récurrente ? Au Cambodge, dans les discours publics masculins évoquant les femmes, celles-ci sont toujours louées tandis que seuls les hommes sont éventuellement blâmés. D'autre part, on entend la même opinion chez des Cambodgiennes réfugiées en France. Il faudrait analyser de ce point de vue les témoignages historiques.

*Promotion de la femme et sexualité conjugale*

(*phleut phleun*). « Prenez l'exemple de la télévision. Il n'y a aucune promotion de la vie familiale, de la tendresse. On ne voit jamais un père s'occuper de ses enfants. On ne voit que des filles sexy, habillées court, des publicités pour les cigarettes, l'alcool. » (Homme médecin, programme sida du ministère de la Santé). Dans cette nouvelle course aux plaisirs, « les femmes sont perdantes (*chagn boroh*). Qu'elles soient riches ou pauvres, analphabètes ou instruites, elles ont toujours peur que leur mari s'en aillent avec quelqu'un d'autre » (ONG, 48 ans).

En effet, dès que l'on aborde la sexualité conjugale, la ferveur des propos en faveur de l'éducation et du travail féminins tombe. Le ton des entretiens est à présent celui de l'impuissance et du fatalisme, requis par l'ordre naturel des choses. La sexualité masculine relève en effet de la « nature » quand celle de la femme, gardienne du foyer, investie d'un rôle conjugal immuable, relève de la « culture ».

### **Le noyau dur de l'identité féminine cambodgienne**

La sexualité masculine est perçue comme exigeante voire irréprensible. Son appétit, selon une métaphore très commune, « ne se contente pas d'un seul plat ». « Les hommes ont plus de libido (*chomnang*) que les femmes. C'est-à-dire qu'[ils] ne peuvent pas se contenter de n'aimer que leur épouse. Ils ont une, deux ou trois épouses secondes (*propon chong*) ou bien ils vont voir les prostituées. Ça, ce sont les hommes qui ont beaucoup de désirs [...]. Mais il y en a une toute petite proportion qui n'a pas une libido si exigeante. Ils peuvent être fidèles (*smoh trong*) à leur épouse. Ou bien ils ont une fille de joie (*srey gni*) mais de temps en temps seulement. Cela, on doit en incriminer la nature (*dak toh lu thomachiet vign*). » (ONG, 29 ans). Dans les cas où l'épouse ne peut « servir » (*bomrae*<sup>93</sup>) son conjoint (maladie, éloignement de l'époux), il est donc admis que celui-ci puisse solliciter des prestations extérieures.

Ce comportement masculin peut s'inscrire dans une homosociabilité normale, celle du banquet entre hommes au cours duquel la trilogie des plaisirs sensuels (alcool/bonne chère/jolies filles) rappelle ses « mets variés » évoqués plus haut<sup>94</sup>. « Quelquefois, ce

---

<sup>93</sup> « Servir » (*bomrae*) désigne tous les services domestiques, y compris les services sexuels.

<sup>94</sup> Les enquêtes auprès des prostituées indiquent que l'ivresse des clients s'accompagne souvent d'un refus du préservatif et de violence sur leur personne. Elles sont contraintes d'accepter ces rapports non protégés.

*n'est pas qu'ils aient pour fréquentation de joyeux lurons qui aiment se dévergondner avec les filles de joie (met pheak daël kheul khoch neung srey gni). Ce sont des hommes corrects (treum trov) mais ils suivent leurs camarades. Ils se laissent entraîner par eux » (ONG, 29 ans). Il est aussi une marque de statut social car se rendre à ces dîners masculins, fréquenter les bars ou les karaokés demande du temps libre et de l'argent. Dans tous ces endroits, au cours de toutes leurs sorties, les hommes sont l'objet de vives sollicitations de la part de filles qui, de plus en plus nombreuses <sup>95</sup>, doivent assurer leur survie — et ne sont jamais blâmées par nos interlocutrices. « *La prostitution, il y en a depuis longtemps. Mais aujourd'hui, elle explose (stouh khlang). Les filles ont perdu leur timidité. Elles osent les attraper, elles osent leur cligner de l'œil. Elles font ce qu'elles peuvent pour avoir un client. Elles vont jusqu'à les tirer par la manche, leur enlever leurs lunettes [pour les obliger à les suivre]* » (ONG, 45 ans).*

Ces propos fatalistes sur la libido masculine sont unanimes, y compris chez les jeunes filles, à deux notables exceptions près. « *Si l'on regarde les manuels, si l'on interroge les scientifiques, ils répondent que les femmes aussi ont des désirs sexuels. Mais elles savent les contrôler. Pourquoi les hommes ne contrôleraient-ils pas les leurs ? [...] Les hommes sont des êtres humains, ce ne sont pas des animaux. Ou alors [s'ils prétendent ne pas pouvoir se restreindre] ils veulent peut-être être considérés comme des animaux ?* » (ONG, 44 ans). Contre toute attente, la femme qui s'exprime ainsi n'est pas une marginale ni une figure d'arrière-plan. Après avoir œuvré pendant les années 1980 au sein de l'organisation féminine de masse de l'État-Parti, elle a créé une ONG respectée pour son efficacité et sa bonne gestion. Fait rare, elle bénéficie par ailleurs d'une confiance suffisante dans tous les milieux politiques pour que des fonctions d'arbitrage lui aient été confiées aux dernières élections.

La « tradition » préconise le respect du principe « un époux, une épouse », nous est-il maintes fois rappelé. Mais la nature volage du mari suscite une certaine indifférence dans la mesure où il ne met pas en danger l'association conjugale — dans ses fonctions économique et

---

<sup>95</sup> Le nombre de prostituées dans les maisons closes étaient évaluées à 14 000 en 1997. Il a beaucoup augmenté depuis. Il faut compter aussi les prostituées occasionnelles travaillant dans tous les bars, les restaurants, les karaokés. Cf. Rapport de la Commission des Droits de l'Homme et de la Réception des Plaintes, Assemblée nationale. Cité in A. DERKS, *Trafficking of Cambodian Women and Children to Thailand*, Phnom Penh, Center for Advanced Study/IOM, oct. 1997, p. 7.

reproductive, en particulier. Or, les cas se présentent dans deux circonstances majeures : la première est ancienne puisqu'il s'agit de l'entretien d'une maîtresse. La seconde est récente, c'est la contamination par le VIH.

Avoir une ou plusieurs « épouses secondes » (*propon chong*) est blâmé car « ce n'est pas la coutume. Ce ne sont pas les traditions », protestent nos interlocutrices — la transgression de la tradition valant ici condamnation <sup>96</sup>. Dans l'acception actuelle, une « épouse seconde » est une femme avec laquelle les cérémonies publiques de mariage n'ont pas eu lieu. Elle ne dispose d'aucune reconnaissance sociale (*kmien pegn mouk moat*) et son union est condamnée à la clandestinité bien qu'elle soit connue de son voisinage, auquel rien ne saurait échapper. Ce dernier, cependant, ne connaît pas l'identité de la « première épouse », habitant un quartier ou un village éloigné. La maîtresse possède certains des attributs de l'épouse. Entretien par le mari, cette « femme extérieure » (*srey krao*) est installée dans un second logement que celui-ci vient visiter à intervalles réguliers. Les avis sont partagés sur la généralité du fait, reconnu toutefois comme ancien. Il n'est pas à la portée de tous, en effet, de subvenir aux besoins de deux foyers. Chez les plus riches, cela peut même constituer une marque plus ou moins ostentatoire de statut social : la maîtresse est décrite comme jeune, belle, tandis que le mari fautif « a une voiture, un téléphone portable », lui construit une maison. Il est des situations moins prospères où le mari, sans entretenir un second foyer, fréquente assidûment une entraîneuse rencontrée dans un bar ou une maison close. Le souci majeur vient de ce que l'association économique que représente l'union conjugale est rompue dans ce cas. Avec une certaine irritation sont décrites « la voiture, la maison » offertes à la concurrente. L'épouse est trahie parce qu'elle ne maîtrise plus le budget familial.

La seconde préoccupation angoissante est la nouvelle crainte de l'infection par le VIH. Une inquiétude d'autant plus grande, disent nos interlocutrices, que le préservatif est d'un usage presque inconnu au sein des couples <sup>97</sup>. L'on n'y évoque guère le sujet, par pudeur mais

---

<sup>96</sup> La « tradition » évoquée ici est récente puisque, nous l'avons dit, la polygamie est encore pratiquée, sans être générale, sous le Protectorat français (1863-1954).

<sup>97</sup> Une inquiétude collective des Cambodgiens est la peur de l'extinction de leur « race ». L'épidémie de VIH/sida alimente à nouveau cette angoisse. Le gouvernement n'a pas encouragé jusqu'à présent le contrôle des naissances. Mais une autre des nouveautés introduites par les campagnes de prévention de l'infection au VIH/sida est la promotion du

aussi parce qu'il est synonyme, comme en bien d'autres endroits, de méfiance, voire de mépris. L'épouse accuserait alors son conjoint de la trouver « sale »<sup>98</sup>. Dans la contamination par le VIH, la séparation entretenue entre les activités sexuelles de l'époux à l'extérieur et à l'intérieur du foyer est transgressée. Il ne suffit plus qu'il « prenne une douche, lave son corps et son esprit » en revenant d'une escapade. Il apporte la mort dans sa famille. Il détruit des « victimes innocentes ». La radio, la presse ont repris ce thème à travers l'exemple de Mme Som Theara, une jeune mère de trois enfants dont la dernière est séropositive. Entrée elle-même dans la maladie en 1997, elle a décidé malgré la « honte » — car, dit-elle, on entend dire « oh ! celle-là est douée pour les relations sexuelles » — de lancer des appels répétés aux époux en les « suppliant », se sachant contaminés « de ne pas tuer [leur famille] avec le sida [...] en faisant celui qui ne sait pas, n'entend pas »<sup>99</sup>.

Quand la cellule familiale est ainsi mise en danger, quels sont les moyens dont disposent les femmes ? Ils doivent être compris dans le cadre général d'une identité féminine cambodgienne en évolution. L'« égalité », l'ouverture sur l'extérieur, l'accès à l'éducation ou au travail ne doivent pas remettre en cause cette clef de voûte de la « tradition » qu'est le mariage, dont les femmes sont les gardiennes. « *Aujourd'hui, il y a des changements en ce sens que nous aussi, femmes khmères, sommes évoluées (chuen luen). Nous avons intégré la civilisation étrangère (ké chomlong ariyathoa boroteh). On le voit au cinéma, etc.[...] Mais il y en a une forte proportion qui s'en tient aux traditions khmères : l'habillement, le mariage.* » (ONG, 29 ans). « *Les femmes khmères restent attachées à leurs coutumes, en particulier au mariage. Quand on s'unit à quelqu'un, il faut absolument se marier. C'est une coutume khmère que l'on ne peut abandonner* » (ONG, 45 ans). Pour la femme, le mariage suppose une union à vie, une fidélité indéfectible à un conjoint unique et une soumission aux choix des parents qui ont en charge la tâche primordiale d'opérer les alliances entre familles. Agir selon son gré, c'est agir « contre sa parenté (*koh pi phnaèk gniet*) » (ONG, 39 ans).

---

préservatif associée à celle de la pilule contraceptive, le premier étant également présenté comme une mesure de contrôle des naissances. C'est l'ONG américaine Population Service International qui a lancé cette opération de « marketing social ».

<sup>98</sup> Le préservatif s'appelle en khmer « enveloppe hygiénique » (*sraom anamay*).

<sup>99</sup> Interviews de Mme Som Theara, Radio *Sombok Khmum* (la ruche), juin 1999 et magazine *Indra devi*, 25 mai 1999, p. 17.

La femme doit tout mettre en œuvre pour maintenir coûte que coûte une union dont les implications la dépassent. Sa qualité première est une endurance sans limites. « *Les femmes cambodgiennes ont une forte capacité de résignation (peun troam sou troam). Elles ne divorcent pas. Elles ne prennent pas l'initiative de quitter leur mari (ot preung leng pdey). Elles le gardent toujours même si c'est une ordure (khoch changray), même si c'est un ivrogne. J'ai vraiment pitié d'elles* » (ONG, 52 ans). Responsables de la pérennité du mariage et, pour cette raison même, prêtes à tous les sacrifices, les femmes cambodgiennes expriment, par la spécificité de leurs qualités, les caractéristiques ethno-nationales fondamentales. « *D'après moi, même les femmes qui travaillent, qui ont des moyens [financiers personnels], même les femmes de haut statut, de même que celles d'en bas, toutes sont ainsi. Elles endurent, elles ne veulent pas de querelles qui conduiraient à la rupture [...] C'est leur caractéristique. C'est notre race (pouch ombor) [qui veut cela] ... Notre religion aussi, à la vérité. La religion khmère [bouddhique] est une religion de résignation. Nous sommes un peuple doux (choun chiet slot)* » (ONG, 48 ans).

Chargées par la coutume de maintenir la sérénité et la stabilité conjugales, la norme de conduite des femmes cambodgiennes est décrite en référence implicite aux anciens poèmes didactiques, rédigés au cours des siècles passés et récités dans les écoles ou les foyers (*chbap srey*). « *Chaque pays a une civilisation différente. Les femmes khmères sont nées dans la tradition, les coutumes khmères. Qu'il s'agisse de leur façon de dormir, de marcher, de se tenir debout ou assises, elles sont différentes des [autres]. Les femmes khmères doivent marcher dignement (som rom), sans faire entendre le bruit de leur sampot [jupe khmère]. Elles doivent être douces (toun ploun). [...] Cette partie de la tradition veut que les femmes soient posées (sngop sngiem), en retrait (romtom), modestes (sopheap riem sar)* » (ONG, 29 ans). L'innocence sexuelle fait partie de cette « timidité ». Elle est un élément important de la construction ethnique sexuée en ce sens qu'elle est opposée à cette Autre absolue qu'est la Vietnamiennne, dont l'ethnotype veut qu'elle soit experte aux jeux érotiques, suscitant tout à la fois l'attraction et le mépris des hommes cambodgiens.

Le problème de l'épidémie de VIH/sida vient de cette disparité entre les comportements sexuels des hommes et des femmes au sein du couple, estime un médecin responsable du programme Sida au

ministère de la Santé : « *J'ai parlé à un moto-taxi de sa vie sexuelle en sortant d'un café [fréquenté par les étrangers]. Il m'a dit qu'il avait proposé à sa femme une nouvelle position. Elle lui a rétorqué qu'elle n'était pas une prostituée. De la même façon, les enquêtes montrent que 70 % des policiers veulent des fellations [il utilise le terme anglais]. Or, si leurs épouses les pratiquaient, ils auraient des doutes sur leur fidélité : comment sais-tu faire cela ? [diraient-ils]* ». Voilà traduit, d'un point de vue masculin, ce que nos interlocutrices appelaient, mi-ironiques mi-ennuyées, être « fous-fous ».

L'arrivée d'une « épouse seconde » doit donc être traitée selon ces modèles. Dans l'idéal, il s'agit de susciter, par un comportement compréhensif et agréable, la compassion de l'époux (*anet*) et son regret. Il est frappant de constater qu'un texte de l'organisation féminine de masse (dissoute officiellement en 1993) dispense, dans un numéro de sa revue en 1990, des conseils repris presque à l'identique dix ans plus tard par une jeune femme d'un parti d'opposition : « *J'ai un mari très volage (khoch). J'ai tout traversé (kgnom ban haël chhlang oh haey). Je ne suis plus jalouse de rien. Je le laisse faire. Il y va tant qu'il veut (oh chet) puis il revient. Si l'on est jalouse, si l'on cherche des histoires, ça n'apporte que des disputes, une séparation. Si on laisse faire, ils voient qu'ils font du mal (thveu bap) à leur épouse. Ils regrettent ensuite et ils finissent pas revenir. C'est tout.* » (Parti politique, 30 ans). Cet idéal est parfois mis à mal dans la pratique où, nous dit-on, les disputes à ce sujet peuvent être violentes. Bien que cela ne soit pas cité par nos interlocutrices, les violences dirigées contre la maîtresse ne semblent pas rares <sup>100</sup>.

Enfin, concernant la peur de l'infection au VIH, les femmes estiment que, dans leur propre couple, l'art bien mené de la conversation conjugale, c'est-à-dire la persuasion douce mais tenace, peut porter ses fruits en amenant le mari à utiliser systématiquement un préservatif lors de ses escapades sexuelles. Certaines, appliquant à leur propre famille les compétences acquises dans leur métier de travailleuses sociales, parlent d'« éduquer » (*oprom*) les époux en ce sens. Instruites et bien informées, elles ont cependant conscience que cet art de la persuasion et de l'éducation n'est pas à la portée de toutes.

---

<sup>100</sup> En 1992 dans un hôpital de district, une « épouse seconde » gisait, défigurée à l'acide dans son sommeil par l'épouse légitime. C'est là, dit-on, un moyen traditionnel de vengeance. Le meurtre d'une célèbre actrice en juillet 1999 à Phnom Penh fut commandité, dit une rumeur persistante, par l'épouse d'un haut fonctionnaire.

En introduisant le « principe de coupure » à propos des Noirs brésiliens qui — tout à la fois agents économiques modernes et adeptes des cultes du Candomblé — découpent leur univers social en compartiments étanches animés de logiques différentes <sup>101</sup>, Roger Bastide envisageait explicitement la possibilité d'extension du concept à d'autres « cadres sociaux » de l'acculturation, notamment à la situation particulière des « efforts entrepris dans les pays sous-développés par des associations internationales » <sup>102</sup>. Nos interlocutrices ont été amenées à côtoyer des Occidentaux, que ce soit à titre collectif ou individuel (influence des donateurs internationaux sur la vie politique et économique du Cambodge dont elles sont les actrices, voyages ou séminaires). Elles ont pris connaissance de leurs systèmes de valeurs vis-à-vis des rôles sexués. Leurs propres revendications obéissent donc au double impératif de construire une identité féminine moderne (« comme les autres peuples évolués ») et « khmère ».

Or la promotion des femmes cambodgiennes passe, de leur point de vue, par une séparation nette (y compris sur le plan affectif, sur le plan des comportements) entre leur pleine intégration socio-économique et politique d'une part et, d'autre part, leur rôle de gardienne de l'union conjugale. La stabilité du couple et des alliances familiales qu'il engage, est d'autant plus importante qu'elle constitue un élément fondamental de la structure sociale cambodgienne ; laquelle n'est pas organisée par d'autres groupes d'appartenance traditionnels. Les femmes que nous avons interviewées se perçoivent comme les éléments stables d'une cellule qui — à l'image de la déliquescence publique sous l'effet de la guerre et de l'influence étrangère — est mise en danger par des époux plus volages et moins responsables qu'elles. En ce sens, elles sont, par extension, gardiennes de l'identité ethno-nationale. La « khmérité » de ces femmes cambodgiennes s'inscrit profondément dans leur rôle conjugal et en particulier sexuel, lequel reconnaît l'appétit insatiable d'une libido masculine que la timidité sexuelle de son épouse ne saurait contenir, si ce n'est par l'art de la conversation conjugale, douce et sereine et les qualités irréprochables de son service domestique. L'on conçoit donc

---

<sup>101</sup> D. CUCHE, « Coupure (principe de coupure) », *Pluriel recherches. Vocabulaire historique et critique des relations interethniques*, 1993, 3 : 32-34.

<sup>102</sup> R. BASTIDE, *Les Religions africaines au Brésil. Contribution à une sociologie des interpénétrations de civilisation*, Paris : PUF, 1995, p. 532 [1<sup>ère</sup> éd. 1960].

que les femmes urbaines et instruites ne prennent pas part aux débats publics actuels sur la prostitution et la sexualité conjugale, dans la mesure où, obéissant au principe de coupure, elles réservent leurs actions à l'intégration socio-économique féminine. L'on voit alors des femmes, que la timidité et la réserve empêchent de parler de sexe avec leur mari, arpenter les bordels pour promouvoir les préservatifs ou organiser des séminaires de discussion et d'information à ce sujet, devant des salles entières de policiers goguenards.



(Ville de Kampot, avril 1999 : la légende pour la femme enceinte précise qu'elle a été contaminée par son époux qui a dormi avec des prostituées. La légende dans le préservatif dit « Amusez-vous en utilisant un préservatif ».)

### Références bibliographiques

Anonyme, 1990, « Daeumbey sophea mongkul krouesar. Neuo pel pdey mien srey ... », *Tousanavodey neary kampuchie*, 20 mars, pp.15-16. [« Pour le bonheur familial. Quand le mari a une femme ... », *Revue des femmes du Kampuchea*].

*Promotion de la femme et sexualité conjugale*

BASTIDE, R., 1995, *Les Religions africaines au Brésil. Contribution à une sociologie des interpénétrations de civilisation*, Paris : PUF, 532 p. [1<sup>ère</sup> éd. 1960].

CHHUON, S. & SAPHONN, V., 1998, *Report on Sentinel Surveillance in Cambodia*, Phnom Penh, National Center for Dermatology, Venerology and HIV/AIDS Control, Ministry of Health, 14 p. + annexes.

CHOU, M. T., 1997, « *People in Cambodia don't talk about sex, they simply do it !* », Report, Phnom Penh, University of Fine Arts, 9 p.

CUCHE, D., 1993, « *Coupure (principe de coupure)* », *Pluriel recherche, Vocabulaire historique et critique des relations inter-ethniques*, Paris : L'Harmattan, 3 : 32-34.

DERKS, A., 1997, *Trafficking of Cambodian Women and Children to Thailand*, Report, Phnom Penh, Center for Advanced Study/IOM, oct., 52 p.

HENG, S. *et al.*, *Changes in High Risk Sexual Behaviour and Commercial Sex Among Sentinel Groups : 1997-1998*, Draft report, Phnom Penh, NCHADS, Ministry of Health/FHI, 37 p.

KHING, H. D., 1977, « *Notes sur le thème de « la femme marquée de signes » dans la littérature populaire khmère* », *Cahiers de l'Asie du Sud-Est*, 2 : 15-43.

KHING, H. D., 1980, « *Quelques aspects de la beauté de la femme dans la littérature populaire khmère* », *Seksa Khmer*, déc., 1-2 : 47-68.

LEDGERWOOD, J., 1990, *Changing Khmer Conceptions of Gender : Women, Stories, and Social Order*, Cornell Univ., PhD, 365 p.

1992, *Analysis of the Situation of Women in Cambodia*, Report, Phnom Penh, UNICEF, June, 163 p.

METZL, J. F., 1992, *Cambodia Situation Report : February*, Report, Phnom Penh, NGO Forum, 18 p.

National Assembly, 1997, *Report on the Problem of Sexual Exploitation and Trafficking in Cambodia*, Commission on Human Rights and Reception of Complaintes.

*Rapport de la Commission d'enquête sur l'état des connaissances scientifiques et les actions menées à l'égard de la transmission du SIDA*, 1993, Paris : UGE. (Coll. "10/18"), 559 p.

*Promotion de la femme et sexualité conjugale*

RICHNER, B. et *al.*, 1997, « Progression du VIH1 chez les enfants au Cambodge », *Revue des praticiens du Cambodge*, oct., 1, 1 : 41-42.

SONNOIS, B., 1990, *Women in Cambodia*, Report, Phnom Penh, Redd Barna-Cambodia, July, 98 p.

THIERRY, S., 1983, « Quelques aspects de la femme cambodgienne », *Objets et Mondes*, 23-1/2 : 33-40.

TIA, P. et *al.*, 1998, « HIV and STD epidemiology, risk behaviours, and prevention and care response in Cambodia », *AIDS*, 12 (supl. B) : 11-18.

*Vethikar sétrey. Toueniety sétrey knong chivepheap noyobay* [Forum des femmes. Le rôle des femmes dans la vie politique], 1998, Phnom Penh, Association Femmes pour la Prospérité.